

L'économie sociale, vecteur d'innovation et de transformation sociales. Le cas du Québec à travers la revue du Ciriec-Canada

- Jacques L. Boucher
 - Université du Québec en Outaouais
 - Directeur adjoint du Crises
 - Rédacteur de *Économie et Solidarités*
- Colloque international du CRISES
 - *Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovation*
 - 6-7 avril 2017

Des coopératives et des mutuelles à l'économie sociale et solidaire

- L'économie sociale est un concept relativement nouveau dans l'espace québécois
- Pratiques relativement anciennes cependant: caisses d'épargne et de crédit de Desjardins; mutuelles ouvrières
- Expression lancée en France par Charles Gide (1905), reprise par Henri Desroche (1983) et Benoît Lévesque au Québec (années 1980)
- Relancée sous le vocable d'économie sociale et solidaire au tournant des 1990 (Eme et Laville)

L'économie sociale: entre utopie et tiers-secteur

- Le dimension utopique de l'économie sociale dès son origine (Fourrier, Owen)
 - Le phalanstères de Fourrier
 - Les villages coopératifs de Owen
- Persistance à travers l'idée d'un mode économique alternatif
 - Les Équitables pionniers de Rochdale
 - Les caisses de crédit de Raiffeissen (aussi Desjardins)
 - La solidarité ouvrière (les mutuelles)
- L'économie sociale des dernières décennies est-elle considérée comme une véritable alternative au système économique dominant tant par les acteurs que par les chercheurs?
- Ou est-elle perçue comme un secteur complémentaire de l'économie capitaliste, de second ordre, un troisième secteur ou un tiers-secteur, qui vient corriger les carences ou les excès de l'économie de marché capitaliste?

L'économie sociale au Québec selon les chercheurs

- Objectif: examen de cette question à l'aide d'un certain nombre d'écrits de chercheurs universitaires
- Chercheurs qui ont l'habitude de travailler conjointement avec des acteurs de l'économie sociale et de l'économie publique au CIRIEC-Canada
- Source: la revue du CIRIEC-Canada
- Plan
 - Présentation de la revue
 - Économie sociale, socialisme et autogestion
 - Élargissement du champ d'intervention et recherche de reconnaissance
 - Enjeux et défis contemporains

La revue du Ciriec-Canada

- Fondation en 1968, par George Davidovic, professeur à Sir George Williams University (Université Concordia)
- Une histoire de presque 50 ans
- Sous cinq appellations différentes
 - *Canadian CIRIEC Review/Revue du CIRIEC canadien* (1968-1973)
 - *Revue canadienne d'économie publique et coopérative/Canadian Journal of Public and Cooperative Economy* (1973-1977)
 - *Revue du CIRIEC* (1978-1982)
 - *Coopératives et développement* (1982-1996)
 - *Économie et Solidarités* (depuis 1996)

Cf. Benoît Lévesque, *Le CIRIEC-Canada. 1966-2006*, Éditions Saint-Martin, 2009.

L'évolution de la revue

Évolution de la société et de la revue

- La question nationale et ancrage québécois du CIRIEC-Canada
- Configuration des mouvements sociaux qui se modifie
 - La force du mouvement syndical québécois et la pluralité de ses organisations
 - Mouvement communautaire et mouvements locaux (territoriaux)
 - Mouvement des femmes
 - Mouvement écologique
- Un objet de la revue qui se modifie et s'élargit
 - Phase I: coopératives et économie publique
 - Phase II: coopératives (*Revue du CIRIEC; Coopératives et développement*)
 - Phase III: économie sociale et développement local (*Coopératives et développement; Économie et Solidarités*)
 - Phase IV: un certain retour à l'économie publique

Économie sociale et capitalisme

- L'examen des thématiques abordées et du rôle de l'objet de la revue nous ramène à la question de la nature même de l'économie sociale
- La coopération et l'économie sociale peuvent-elles être une alternative au capitalisme ou sont-elles définitivement intégrées à ce système? Bref, doivent-elles leur existence et leur survie aux carences du capitalisme? Ou encore viennent-elles consolider le capitalisme dans un double mouvement d'intégration et de différenciation?
- Une question récurrente qui surgit périodiquement à la Revue du CIRIEC, surtout dans les moments d'incertitudes et de crise

Coopératives, socialisme et autogestion

- 1981: « Le développement des coopératives au Québec d'ici l'an 2000 » (Vol. 13, no 1 et 2)
- Colloque de l'Université Coopérative internationale (1980)
- De 26 présentations, 2 sont retenues, qui posent carrément la question
 - Benoît Lévesque, « Coopératives et socialisme au Québec »
 - Claude Bariteau, « Coopération et autogestion au Québec »

Coopératives et socialisme

- Entrée pour traiter la question: mouvements sociaux, ouvrier et populaire, les classes sociales
- La 'théorie' de la troisième voie ou le refus des abus du capitalisme

« Dans cette perspective, une lecture le moins attentif de l'histoire des coopératives au Québec devrait montrer que celles-ci ont généralement été créées en résistance au capitalisme en vue de préserver un mode de production pré-capitaliste. Chose certaine, il semble bien que ce soit le cas des premières vagues de coopératives agricoles et de coopératives de pêcheurs. » (Lévesque, 1981, p. 86-87))

Coopératives et socialisme (suite)

- Les mouvements sociaux et le socialisme
 - Le syndicalisme de combat ou de classe
 - Le « deuxième front » dans le champ de la consommation, de la vie quotidienne et des communautés de quartiers et des régions périphériques
- « Dans la plupart des cas, la résistance au capitalisme se fait au nom du socialisme et non pas en vue de préserver un mode de production antérieur. » (p. 89)

Coopératives et socialisme (suite)

- Coopératives et mouvements sociaux

« Cependant, au fur et à mesure que le syndicalisme affirmait assez 'nettement une ligne politique qui s'oriente vers le socialisme' et, au fur et à mesure que la plupart des groupes populaires se radicalisent, les coopératives prenaient pour leur part des allures de plus en plus conformes à celles des entreprises capitalistes dans leurs relations avec les travailleurs. » (p. 92)

« D'une part, des coopératives dont la logique et les préoccupations est l'*accumulation du capital* comme le font les entreprises capitalistes. De l'autre, des coopératives ouvrières de production dont les moyens de production appartiennent aux travailleurs et des coopératives non conventionnelles dont la logique n'est pas l'accumulation du capital mais plutôt la résistance au capitalisme. » (p. 93)

Coopération et autogestion

- Entrée aussi par les classes sociales et les mouvements sociaux

« Au contraire, réalisée en collaboration avec le clergé et l'appui de certains hommes politiques qui voyaient dans la coopération un moyen pour corriger les tares comme les abus du capitalisme, cette implantation se matérialise sous l'égide d'éléments de la petite bourgeoisie traditionnelle qui s'abreuvent des théories alors en vogue en Europe. » (Bariteau, 1981, p. 106)

« Il aura donc fallu plus de cent ans et un contexte socio-économique bien particulier pour que le milieu ouvrier s'intéresse de façon active au coopératisme. » (p. 107)

« Le mouvement coopératif et autogestionnaire ne peuvent pas se développer sans l'apport du milieu ouvrier. » (p. 111)

- 1983-1984: « Le mouvement populaire au Québec: de la formule syndicale à la formule coopérative » (Lévesque, vol 16, no 2)
 - Groupes de revendications (comités de citoyens) = proche de la formule syndicale
 - Groupes de services = proche de la formule coopérative

Retour à la question: 1990-1991

- États généraux de la coopération (1992)
- No sur le projet coopératif qui porte en bonne partie sur la question: mutations, mouvements sociaux, classes sociales, compromis sociaux

« Le projet coopératif des 'nouvelles coopératives' renvoie également à un projet très large mais différent du projet de nationalisme économique; il s'agit d'un projet alternatif de société. Portées par les classes populaires et en alliance avec ce que plusieurs ont appelé la 'nouvelle petite bourgeoisie' (et selon des dosages très variables), les nouvelles coopératives sont ainsi associées à des réseaux différents, soit ceux des mouvements écologiques, des mouvements dits populaires, des mouvement de femmes, des mouvements régionaux, etc. »
(Lévesque, 1992, p. 5)

Retour à la question (suite)

- Risque d'assimilation au capitalisme: coopitalisme (Belley, 1992)
- À la fois résistance et adaptation au capitalisme (Beauchamp, 1992)
- Coopération: un système économique (Gabrielle Lachance, 1992)

Économie sociale et développement territorialisé

- Milieu des années 1990
- Ensemble de l'économie sociale
- Nouvelle économie sociale
- Préoccupation de l'intégration sociale, de l'emploi et de la cohésion sociale
- Intégration sociale par l'économique

Emploi et cohésion sociale

- « En réalité, il nous paraît capital de revoir la problématique de l'économie sociale. [...] avec l'intensité et la durée des cycles successifs de récession, le problème de l'emploi et de l'intégration sociale est devenu un enjeu de société majeur. Les coûts sociaux du chômage sont de plus en plus élevés et on assiste à un affaiblissement significatif de la cohésion sociale. »
(Favreau, 1995-1996, p. 4)
- « Face à l'ampleur des problèmes et à la gravité de la situation, les pouvoirs publics et les mouvements sociaux sont amenés à réviser leurs politiques à l'égard des initiatives entrepreneuriales en cours dont une bonne partie s'inscrivent dans la nouvelle économie sociale (NÉS). »
(Ibidem)
- Annonce du changement de nom de la revue *Coopératives et développement pour Économie et solidarités*.

Nouvelles préoccupations

- Un certain nombre de parutions sur l'emploi, l'insertion sociale et le développement local
- Préoccupation pour la cohésion sociale par rapport à la mondialisation et intérêt pour l'économie sociale au Sud
- Émergence du concept d'économie plurielle
- Intérêt pour la gouvernance, la gestion, les indicateurs de développement, l'évaluation de l'économie sociale, l'innovation sociale
- Tout se passe comme si l'on était préoccupé par la performance, la bonne gestion, tout en étant une alternative jusqu'à un certain point, mais une alternative intégrée dans l'économie dominante (économie plurielle, hybridation...)
- L'alternative vise plus à réparer les pots cassés du « système » dominant qu'à le remettre en cause.

Mouvements sociaux et économie sociale: 2002

- Mouvement communautaire, mouvement syndical, mouvement écologique, développement international

« Un des problèmes d'arrimage entre les deux (association et entreprise), c'est que des acteurs n'arriveraient pas, ou ne chercheraient pas à le faire pour des raisons stratégiques et d'intérêts, à concevoir l'entreprise et l'activité économique en dehors d'un marché effectivement ou potentiellement rentable, le champ d'action par excellence du capitalisme. De la sorte, des organisations de mouvements sociaux craignent de se faire contaminer et même littéralement aspirer par l'économie capitaliste dominante. » (Boucher, 2002, p. 20)

« L'économie sociale devient ainsi un espace privilégié qu'utilisent les mouvements sociaux pour remettre en cause l'hégémonie de l'économie de marché capitaliste en inventant et en développant une forme d'action économique résolument sociale, plus démocratique et solidaire. » (p. 23)

Mouvements sociaux et économie sociale

- Contestation du capitalisme, mais partielle, qui ne vise pas son remplacement
- Place valide et recherchée à côté comme à travers l'économie de marché
- Économie plurielle
- Démocratisation, mode de gestion alternatif
- Lieu d'innovation, de démocratisation
- Lieu de performance, comme si l'économie sociale devaient entrer en concurrence sur divers aspects avec l'économie de marché et performer sur les mêmes plans, quelles que soient les conditions

Que s'est-il passé entre temps, depuis le début des années 1980?

- La fin des régimes communistes en Europe centrale et de l'Est, dont le modèle « autogestionnaire » de l'ex-Yougoslavie
- L'envahissement progressif, dans les différents secteurs et sociétés de l'idéologie ultra libérale, du tout au marché
- Poussée du conservatisme politique et idéologique
- Relais de gauche politique absent ou non précis
- Idée et pratique de la concertation, des négociations, des compromis
- Crise de crédibilité de l'économie publique et de l'intervention de l'État surtout

Depuis les années 2010

- Effets de la crise financière de 2008
 - Doute à l'égard du tout au marché
 - Doute à l'égard des institutions de régulation
 - Doute à l'égard des institutions politiques
 - Éclatement du scandale des disparités économiques et sociales
- Redéploiement des mouvements sociaux?
 - Les indignés et les mouvements d'occupation
 - L'action étudiante au Québec et son élargissement social
 - L'incapacité des autorités de saisir la question sociale
 - Libération de la parole et émergence d'une nouvelle parole: créativité festive, démocratie directe, perspective intergénérationnelle et intersectorielle, etc.
 - Surtout les enjeux environnementaux et le mouvement écologique

Nouvelles crises et enjeux

- L'approfondissement des disparités socioéconomiques au Nord comme au Sud et différentes formes d'exclusion
- Les disparités entre le Nord et le Sud
- La poussée migratoire
- L'urgence environnementale
- La question de la sécurité alimentaire
- La fragilisation sinon le recul de la démocratie (derrière l'austérité, la négation des initiatives de la société civile)
- Diverses formes d'exclusion entraînées par la globalisation à diverses échelles
- L'appropriation privée des ressources et des connaissances (cas évident de Monsanto, aussi du Web)

Les écosystèmes

- Après les grappes et les systèmes d'innovations sociales, on parle maintenant d'écosystèmes
- Sciences naturelles, la foresterie du moins: écosystèmes naturels
- À côté ou en osmose jusqu'à un certain point: écosystèmes sociaux
- Écosystème québécois d'économie sociale comme système d'innovation sociale (Cf. Lévesque, 2016, dans *Interventions économiques*)
 - Réseautage, regroupements d'organisations représentatives
 - Formation et éducation
 - Recherche et transfert de connaissances
 - Financement
 - Formes de soutien aux entreprises

La gouvernance des communs comme écosystèmes sociaux

- 15^e au 17^e siècles, processus des *enclosures* pour délimiter les terres communales ou communautaires gérées selon un mode collectif par les agriculteurs
- Un processus d'appropriation privée en faveur de l'industrie de la laine
- Retour à l'idée des *commons* pour la gouvernance des ressources (pêches, forêt et eau notamment) par des chercheurs américains (Cf. Elinor Ostrom et autres): délibérations et négociations entre diverses parties prenantes et acteurs
- *Social-Ecological Systems*, comme cadre général d'analyse du développement durable
- Hypothèse: l'économie sociale et solidaire comme voie de retour aux communs

Vers une transformation sociale par le retour aux communs

- *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire* (Coriat, 2015)
 - Les communs concernent désormais aussi bien les connaissances que les ressources matérielles
 - Cela vaut aussi pour les services
 - Le cas d'Érudit et des revues à accès libre
- *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle* (Dardot et Laval, 2014)
 - Ce qui veut dire sa dimension de transformation sociale, sa dimension utopique
 - Critique de l'État, comme institution favorisant l'appropriation privée
 - Importance des mouvements sociaux

La revue du CIRIEC, l'innovation sociale et la transformation sociale

- La revue se trouve de nouveau à la croisée des chemins, tout comme l'économie sociale et les enjeux traversant l'innovation sociale
- Nécessité d'un retour à une réflexion sur la nature de l'ensemble de l'économie sociale et sur sa place dans la société contemporaine et celle qui s'annonce
- Tension entre reconnaissance institutionnelle ou normativité et transformation sociale
- Reconnaissance de la dimension des aspirations sociales, de la capacité alternative de l'économie sociale
- Une place à la perspective des communs au-delà de la foi au marché
- Une économie plurielle remodelée
- La question du rapport entre économie publique et économie sociale
 - Complémentarité ou appui mutuel en même temps que capacité critique?
 - Alternative innovante et plus démocratique?
 - Subsidiarité d'un État dont la gouvernance cherche à rapetisser son intervention et son rôle, cela, de façon parfois assez centralisé et autoritaire?